

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

**FOURNITURE ET LIVRAISON DE JUS DE FRUITS FRAIS AU BENEFICE DES
INTENDANCES DES SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

Numéro de consultation : 24_BAM_080

Procédure de passation : Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique

Date limite de remise des offres : 27/06/2025 – 12h00 (heure métropole)

Table des matières

Table des matières	2
Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	4
Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
3.1 Procédure de passation	4
3.2 Forme et montant du marché.....	4
3.3 Durée du marché	4
3.4 Allotissement	5
3.5 Lieu d'exécution des prestations	5
3.6 Variantes	5
3.6.1 Variantes obligatoires	5
3.6.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires	5
3.7 Prestations similaires	5
3.8 Langue.....	5
3.9 Considérations environnementales	5
Article 4 - INFORMATION DES CANDIDATS	6
4.1 Contenu du dossier de consultation	6
4.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner le candidat.....	6
4.3 Modalités de retrait et de consultation des documents	6
4.4 Modifications de détail des documents de la consultation	6
4.5 Questions - Réponses.....	7
4.6 Double labellisation « diversité et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »	7
Article 5 - CANDIDATURE.....	7
5.1 Interdiction de soumissionner	7
5.2 Présentation de la candidature.....	8
5.3 Examen des candidatures	9
5.4 Forme de participation des candidats	9
Article 6 - OFFRES	10
6.1 Présentation de l'offre	10
6.2 Examen des offres.....	10
6.2.1 Critères de jugement des offres.....	11
6.2.2 Méthode de notation des offres	11
6.2.2a Notation du critère prix.....	11
6.2.2b Méthode de notation des autres critères	12
6.3 Durée de validité des offres	12
Article 7 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS	12
7.1 Date et heure limites de réception des plis	12

7.2	Conditions de transmission des plis.....	13
Article 8 -	ATTRIBUTION DU MARCHE	14
8.1	Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuves	14
8.2	Mise au point	16
8.3	Signature du marché.....	16
Article 9 -	MODALITÉS EN CAS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	16
Article 10 -	CONTENTIEUX.....	17
Article 11 -	Annexes au règlement de la consultation	17

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR

L'Etat, représenté par,
La Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre
Secrétariat Général du Gouvernement
20 avenue de Ségur
75007 Paris

Représentée par :

Monsieur Thibaut de VANSSAY de BLAVOUS, Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre (Nommé par décret du 28 avril 2025 publié au JO n°0101 du 29 avril 2025).

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de jus de fruits frais pour le compte du service de l'intendance du Premier ministre situé à l'Hôtel de Matignon au 57 rue de Varenne ainsi qu'au restaurant des conseillers du Premier ministre situé au 13 rue de Vaneau, Paris 7^{ème} arrondissement.

La liste des fournitures est présentée au Cahier des Clauses Particulières.

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

3.2 Forme et montant du marché

Le marché est un marché ordinaire à prix unitaires, qui s'exécute financièrement sur la base de relevés fournis par le titulaire, sans émission préalable de bon de commande.

A titre indicatif et non contractuel, le montant des commandes est estimé à 25 000 € HT par an, soit 100 000 euros HT pour la durée totale du marché reconductions comprises.

Le marché issu de la présente consultation est conclu par le pouvoir adjudicateur représenté par la Direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre.

3.3 Durée du marché

La date de début d'exécution du marché public est fixée au 28 juillet 2025 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure. Aucune prestation ne pourra avoir lieu avant cette date.

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois, par décision tacite, pour une période d'un an.

Ces durées correspondent à des durées de validité pendant lesquelles il est possible d'émettre des sollicitations du titulaire au titre du marché. Les saisines émises durant la durée de validité du marché s'exécutent jusqu'à leur terme, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois

après la fin de validité dudit marché.

En cas de non-reconduction, le titulaire en est avisé par décision expresse au plus tard un (1) mois avant la date d'échéance du marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

3.4 Allotissement

En application de l'article L.2113-11 du code précité, le besoin n'est pas alloti, car les produits fournis relèvent d'une même catégorie et sont destinés à un seul public.

3.5 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent à Paris.

3.6 Variantes

3.6.1 Variantes obligatoires

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

3.6.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

3.7 Prestations similaires

En application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, les services du Premier ministre se réservent la possibilité de recourir à un marché négocié pour la réalisation de prestations similaires.

3.8 Langue

Conformément aux articles R 2143-16 et R 2151-12 du Code de la commande publique, les documents et informations remis par le candidat au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française, ou à défaut, être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

3.9 Considérations environnementales

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait application de l'article R 2152-7 2° du Code de la commande publique en prévoyant un critère d'attribution fondé sur les caractéristiques environnementales de l'offre dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

De plus, le représentant du pouvoir adjudicateur, fait application des articles L 2112-2 à L 2112-4 du code précité, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental précisées dans les conditions prévues au CCP.

Article 4 - INFORMATION DES CANDIDATS

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de consultation (RC) et son annexe (questionnaire relatif aux pratiques de l'attributaire en matière de promotion et de l'égalité et de la mixité professionnelles et de prévention des discriminations) ;
- le formulaire ATTRI1 valant acte d'engagement (AE) et son annexe financière (BPU) ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe (accès aux sites) ;
- le cadre de réponse technique (CRT) ;
- le modèle des formulaires DC1 et DC2 ;
- attestation sur l'honneur de non interdiction de soumissionner.

4.2 Coordonnées de la personne pouvant renseigner le candidat

Toute demande de renseignement devra être effectuée via la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.3 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

4.4 Modifications de détail des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard **six (6) jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par le pouvoir adjudicateur. Les soumissionnaires identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

4.5 Questions - Réponses

Pendant la phase de consultation, les opérateurs économiques peuvent faire parvenir au plus tard **huit (8) jours ouvrés** avant la date limite de remise des plis leurs questions et demandes de renseignements complémentaires par courrier électronique sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr (Référence 24_BAM_080).

Les réponses sont transmises par voie électronique, par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré un dossier au plus tard **six (6) jours ouvrés** avant la date limite fixée pour la remise des plis.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr **ne sont pas traités comme des courriels indésirables**.

4.6 Double labellisation « diversité et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »

La Direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre a obtenu en juin 2021, auprès de l'AFNOR, la double labellisation visant d'une part à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et promouvoir la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de continuer à progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la DSAF met en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le prestataire de la DSAF à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexé au règlement de la consultation.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Le questionnaire complété peut être remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le titulaire du marché tous les ans.

Au préalable sont rappelées les interdictions obligatoires de soumissionner sanctionnant le non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et de prévention des discriminations.

Article 5 - CANDIDATURE

5.1 Interdiction de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L 2141-1 à -5 du code de la commande publique, les candidats se trouvant dans un des cas d'interdiction obligatoire de soumissionner sont directement exclus de la procédure de passation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats soumissionnaires n'entrent pas dans les cas d'exclusions à l'appréciation de l'acheteur prévus dans les dispositions des articles L 2141-7 à -11 du code précité.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur conformément à l'article L 2141-12 du code précité.

En cas d'interdiction de soumissionner facultative, l'opérateur économique apporte, à la demande de l'acheteur, tous les éléments permettant d'établir que sa fiabilité, son professionnalisme ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

5.2 Présentation de la candidature

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique.

Les candidats doivent attester qu'ils ne font pas l'objet d'une interdiction de soumissionner prévue aux articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique et qu'ils disposent des capacités financières, techniques et professionnelles exigées pour répondre à la présente consultation.

Pour cela, ils doivent remettre un dossier de candidature comprenant les documents suivants :

- 1- le **formulaire DC1** mis à jour le 1^{er} avril 2019 (ou document équivalent), rempli en intégralité ;
- 2- le **formulaire DC2** mis à jour le 1^{er} avril 2019 (ou document équivalent), rempli en intégralité ;

Ces formulaires sont disponibles sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- 3- le **chiffre d'affaires global** des trois derniers exercices et/ou le chiffre d'affaires annuel des trois derniers exercices dans le domaine d'activité couvert par la présente consultation ;
- 4- la présentation d'une **liste de références professionnelles** de moins de trois ans se rapportant à des prestations similaires à celles de la présente consultation, indiquant si possible le montant, la date et le destinataire, public ou privé ;
- 5- la déclaration indiquant **les effectifs moyens annuels** du candidat ;
- 6- **en cas d'entreprise créée depuis moins de trois ans**, une déclaration appropriée de l'organisme bancaire dont le candidat dépend, attestant de sa crédibilité financière, nécessaire à la bonne exécution du marché ;
- 7- le cas échéant, la copie du jugement prononcé si le candidat est en **redressement judiciaire** ;
- 8- une **attestation sur l'honneur** indiquant que l'entreprise ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, et L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Afin d'éviter tout retard dans la notification du présent marché public, ainsi que toute démarche supplémentaire, les soumissionnaires sont invités à produire l'ensemble de ces documents dès la transmission de leur pli.

En lieu et place des documents précités, les candidats peuvent remplir l'e-DUME de la consultation ou fournir le DUME d'une précédente consultation nécessitant la preuve de capacités techniques, professionnelles et financières similaires. Ils sont alors dispensés de remettre les documents précités au stade du dépôt de leur offre et s'engagent à les transmettre à la demande du pouvoir adjudicateur, et le cas échéant, en cas d'attribution du marché.

Le formulaire DUME est accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

L'ensemble des formulaires pour les candidats à un marché public sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

En cas de groupement, les documents et informations mentionnés ci-dessus sont à fournir par chacun des membres du groupement, à l'exception du DC1 qui est renseigné uniquement par le mandataire.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

5.3 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate en cours d'examen des candidatures, que des pièces ou informations contenues dans le dossier sont manquantes ou incomplètes, il peut solliciter les candidats concernés afin qu'ils complètent leur candidature dans un délai identique pour tous et précisé dans la demande de complément.

Les candidatures qui demeurent incomplètes à l'issue de cette demande et/ou qui ne justifient pas des capacités financières, techniques et professionnelles requises pour la réalisation des prestations objet du présent marché sont éliminées.

Les candidatures sont appréciées au regard de la capacité professionnelle, technique et financière du soumissionnaire sur le fondement des éléments présentés ci-dessus.

5.4 Forme de participation des candidats

Conformément aux articles R. 2142-19 et R. 2142-20 du code de la commande publique, les candidats peuvent se présenter soit en tant que candidat individuel, soit sous la forme d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

La composition du groupement ainsi que son mandataire devront être présentés lors de la remise des offres. **Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.** La recevabilité de la candidature sera analysée pour chaque entreprise, que le groupement soit solidaire ou conjoint. L'appréciation des capacités financières, professionnelles et techniques sera globale.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit fournir une déclaration du candidat distincte.

Chaque opérateur économique ne peut soumissionner qu’une seule fois, soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de mandataire, soit en qualité de cotraitant. Il ne peut donc pas cumuler les qualités.

NOTA : bien que la forme du groupement ne soit pas imposée au stade de la passation, le groupement devra être solidaire pour l’exécution du marché public.

Bourse à la co-traitance

Un service de bourse à la co-traitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'État (Plateforme des achats de l'État : PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'État. Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

- [https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse cotraitance mode emploi6.pdf](https://www.marches-publics.gouv.fr/docs/outils-esr-2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf)
- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>

Article 6 - OFFRES

6.1 Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- **le formulaire ATTRI 1** valant acte d'engagement (AE) dûment complété et daté ainsi que son annexe (**Bordereau des Prix Unitaires – BPU**) ;
- **le BPU et détail quantitatif estimatif** complété et daté ;
- **le cadre de réponse technique** complété ;
- **le ou les catalogue(s)** applicable(s) au présent marché, le cas échéant ;
- **un relevé d'identité bancaire** ;
- **le questionnaire égalité et mixité professionnelle** complété ;

Afin d'éviter tout retard dans la notification du présent marché, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement dès la transmission de leur pli.

6.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens de l'article R 2152-1 du Code de la commande publique seront éliminées. Toutefois l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation avec le soumissionnaire ni à une modification de l'offre.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre. Si le soumissionnaire concerné est retenu, son offre fera l'objet d'une mise au point.

6.2.1 Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R 2152-7 2° du Code de la commande publique.

Le marché est attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés suivants :

Critères et sous-critères	Coefficient de pondération	Note totale maximale
1 - La valeur économique	/	65 points
2 - La valeur technique	/	30 points
SC.2.1 : Pertinence des moyens humains mobilisés pour assurer l'exécution et le suivi des prestations	2	10 points
SC.2.2 : Pertinence des moyens organisationnels et matériels mobilisés pour assurer l'exécution et le suivi des prestations	4	20 points
3 - La valeur environnementale (mesures en lien avec l'objet du marché et permettant la réduction de l'impact environnemental des prestations)	/	5 points
TOTAL (critères 1+2+3)	100 points	

6.2.2 Méthode de notation des offres

6.2.2a Notation du critère prix

Le soumissionnaire complètera le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) avec les prix proposés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

L'analyse financière sera effectuée au regard du DQE et le soumissionnaire se verra attribuer une note financière sur 65.

La note financière, sur 65 points, est obtenue par application à l'offre du candidat de la formule ci-dessous :

Note obtenue = (Montant du DQE le moins élevé/Montant du DQE examiné) x 65

Il est précisé que le DQE n'est pas contractuel et n'engage donc pas l'Administration quant aux quantités présentées. Il ne sert qu'à l'analyse du prix. En conséquence, afin d'avoir une analyse du prix du DQE juste et reflétant bien la réalité de l'offre de prix, si le représentant du pouvoir adjudicateur détecte des erreurs dans le DQE d'un soumissionnaire (report de prix des BPU erroné, erreur de calcul quantité/prix, etc.), les indications portées sur les Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le représentant du pouvoir adjudicateur fera les rectifications d'autorité.

6.2.2b Méthode de notation des autres critères

L'analyse de la valeur technique et environnementale (critères 2 et 3) se fait sur la base des éléments communiqués dans le mémoire technique (élaboré sur la base du cadre de réponse technique) en lien avec les prescriptions du CCP.

Le sous-critère (SC.2.1) et le sous-critère (SC.2.1) seront dans un premier temps évalués sur 5 points selon le barème suivant :

5 points	<i>Très satisfaisant</i>
4 points	<i>Satisfaisant</i>
3 points	<i>Assez satisfaisant</i>
2 points	<i>Insuffisant</i>
1 point	<i>Très insuffisant</i>

La note attribuée sur 5 sera ensuite multipliée par le coefficient de pondération affecté au sous-critère, précité à l'article 6.2.1 du présent règlement de la consultation.

Pour le sous-critère SC.2.3 la notation est effectuée selon le même barème (note sur 5 points).

Enfin, les notes obtenues pour les sous-critères seront additionnées pour donner le nombre total de points pour le critère 2.

La note totale affectée à l'offre du soumissionnaire sera la somme des points obtenus par celui-ci sur les critères 1, 2 et 3. L'offre obtenant le total de points le plus important sera l'offre économiquement la plus avantageuse.

6.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 7 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

7.1 Date et heure limites de réception des plis

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées dans les documents de consultation. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne seront pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai seront inscrits au registre des dépôts mais seront rejetés.

En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis.

Dépôt électronique :

Depuis le 1er octobre 2018, les offres sont **OBLIGATOIREMENT** transmises par voie électronique sur le site (PLACE) accessible via : . **Toute offre transmise sur support papier ou par courriel sera déclarée irrégulière.**

Le dépôt du pli donne lieu à l'émission d'un accusé réception horodaté. L'absence de réception de message de confirmation ou d'accusé de réception de la plateforme signifie l'échec du dépôt de l'offre.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

En cas de difficultés rencontrées lors du dépôt de leur offre, les candidats sont priés de contacter le service d'assistance de la plateforme via l'assistance en ligne directement accessible sur la plateforme.

En vue d'éviter ou de limiter ces difficultés, les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et à répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation.

- Présentation des dossiers et format des fichiers :

Les candidats constituent leur pli en s'assurant de :

- Créer un fichier distinct par type de document demandé (DC1, DC2, CRT, AE etc) ;
- Nommer les fichiers simplement (nom du document) ;
- Transmettre des fichiers lisibles et non pixélisés.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Copie de sauvegarde :

En complément de l'offre déposée de manière électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée sur support électronique (Clé USB de préférence) ou sur support papier.

La copie de sauvegarde doit être remise sous enveloppe cachetée comportant les coordonnées du candidat (nom de la société, adresse postale, adresse e-mail) et la mention suivante :

Copie de sauvegarde pour :

CONSULTATION N°24_BAM_080

« FOURNITURE ET LIVRAISON DE JUS DE FRUITS FRAIS »

NE PAS OUVRIR

Ce pli devra être remis contre récépissé ou par courrier recommandé, avec accusé de réception, et parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres à l'adresse suivante :

Direction des services administratifs et financiers (DSAF)

Bureau des achats ministériels (section FPG)

20 avenue de Ségur

TSA 70723 – 75334 PARIS cedex 7

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant ou un virus est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Antivirus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 8 - ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, en application des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles à l'article R 2181-1 et suivants du code de la commande publique.

8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuves

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public, fournit dans le délai fixé dans le courriel d'attribution provisoire, les documents suivants :

- **l'acte d'engagement** (ATTR11), complété et signé par une personne habilitée à engager la société (si l'attributaire ne l'avait pas déjà signé dès le dépôt de son pli), le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques ;

- le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous l'acte d'engagement, **le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement** ;
- **le pouvoir du ou des signataires** d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques) ;
- le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, **la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail** prévue à l'article L 5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- **une attestation de vigilance de moins de 6 mois** prouvant que la société est à jour de ses obligations sociales (déclarations et paiements) auprès de l'Urssaf et de ses obligations fiscales auprès du Trésor public (disponibles sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr) ;
- **une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle** valable pour l'année en cours, précisant le montants des garanties ;
- **une attestation sur l'honneur** indiquant que l'entreprise ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5, et L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique ;
- un **RIB**.

Le candidat retenu devra justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément aux dispositions prévues aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du Code de la Commande Publique.

Le soumissionnaire établi dans un Etat autre que le France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les moyens de preuves déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis. En cas d'impossibilité de se procurer les moyens de preuve directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire.

Afin de simplifier et de sécuriser la remise des documents demandés, le soumissionnaire peut les déposer sur la plateforme en ligne e-attestations.

8.2 Mise au point

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché public.

8.3 Signature du marché

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui est adressé par l'acheteur.

En cas de signature électronique : La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article 9 relatif aux modalités de signature électronique du présent règlement de consultation.

Article 9 - MODALITÉS EN CAS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement. Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques des ministères économiques et financiers.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>).

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature :

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Article 10 - CONTENTIEUX

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

01 44 59 44 00 - **Annexes au règlement de la consultation**

Annexe 1 : questionnaire double-labelisation.